



Conseil de sécurité

Distr. générale
25 juillet 2001
Français
Original: anglais

Lettre datée du 25 juillet 2001, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de la Géorgie auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte d'une déclaration du Ministère des affaires étrangères de la Géorgie en date du 24 juillet 2001, concernant les problèmes qui sont récemment apparus dans le processus de paix en Abkhazie (Géorgie).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Peter **Chkheidze**

**Annexe à la lettre datée du 25 juillet 2001, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Représentant permanent
de la Géorgie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Le 24 juillet 2001

Le Ministère des affaires étrangères de la Géorgie se déclare vivement préoccupé par le fait que la partie abkhaze a perturbé la session du Conseil de coordination géorgéo-abkhaze qui devait se tenir le 17 juillet 2001 à Tbilissi.

La partie abkhaze a une fois encore fait preuve d'une attitude destructrice et d'une réticence à coopérer, en invoquant comme motif l'incident qui s'est produit sur le territoire échappant temporairement au contrôle des autorités géorgiennes, où le régime séparatiste est, à l'évidence, toujours totalement incapable d'assurer la sécurité de la population civile. La perturbation de la session du Conseil de coordination par la partie abkhaze nous amène à conclure que ces agissements sont prémédités, destinés à enrayer le processus de paix et à entraver davantage les négociations en cours, qui sont déjà difficiles. Malheureusement, ces actes commandités par le régime séparatiste deviennent systématiques, ce qui est extrêmement préoccupant pour la partie géorgienne.

Lors de la session du premier Groupe de travail du Conseil de coordination qui s'est tenue après l'incident de Sokhumi sous la présidence du chef du Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies, la partie géorgienne a de nouveau souligné la nécessité de créer un mécanisme d'action conjointe en vue de lutter contre la criminalité et d'améliorer la sécurité dans la région. Toutefois, la partie abkhaze a rejeté tous les accords qui ont été conclus antérieurement et toutes les initiatives prises par la partie géorgienne.

Le Gouvernement géorgien a, à maintes reprises, condamné tous les actes de violence qui compromettent la réalisation des objectifs du processus de négociation. Il convient de noter que les actes de violence se produisent sur le territoire contrôlé de facto par le régime séparatiste et notamment dans la zone de sécurité où un certain nombre de Géorgiens de souche sont retournés. Malgré la présence de la force de maintien de la paix de la Communauté d'États indépendants dans la région, les droits fondamentaux des rapatriés font constamment l'objet de violations, aussi bien par des éléments criminels que par les prétendues institutions de maintien de l'ordre du régime illégitime.

Le Ministère des affaires étrangères de la Géorgie juge nécessaire d'appeler l'attention de la communauté internationale, et plus particulièrement des participants au processus de paix, sur le fait qu'il est inadmissible de perturber les négociations et exhorte les parties intéressées à faire tout leur possible pour permettre la reprise du dialogue.